

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 26/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SWISS KRONO**

Route de Cerdon  
45600 Sully-sur-Loire

Références : VAT20230326  
Code AIOT : 0010004585

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2023 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966 dont le siège social est basé à Menznau, près de Lucerne en Suisse. Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois, non seulement avec la conquête de nouveaux marchés, mais aussi grâce au développement permanent de nouveaux produits. Le groupe SWISS KRONO emploie actuellement environ 5100 personnes dont environ 350 à Sully-sur-Loire. Pour le site, le chiffre d'affaires était de 179 M€ en 2018.

L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB). Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois. En 2021, l'usine a produit 785 489 m<sup>3</sup> de panneaux en bois. Elle comprend principalement une ligne de fabrication en continu de panneaux à particules et une ligne de fabrication en continu de panneaux OSB.

Le site va passer ISO 14001.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la précédente visite
- Consommations d'eau et sécheresse
- Bruit

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 30/12/2021, article 3.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Ressources en eau	AP Complémentaire du 30/12/2021, article 7.6.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Principes directeurs	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Consommations d'eau	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.1	/	Sans objet
8	Gestion des sols	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11	/	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 9.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Sécheresse	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.2	/	Sans objet
9	Suivi des déchets	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 5.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
10	Plan de gestion du bruit	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 6.1.0	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Extincteurs	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.2	/	Sans objet
16	Plan de défense incendie - exercices	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.6.2	/	Sans objet
17	Permis feu	AP Complémentaire du 30/12/2021, article 7.4.6.1	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les constats en lien avec les dysfonctionnements des lignes GRECON, un engagement de l'exploitant dans la résolution des écart est constaté.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle. Le bon fonctionnement des appareils de mesure en continu est vérifié au moins une fois par jour. Les appareils de mesure en continu sont contrôlés une fois par an au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence définies par les normes en vigueur.</p>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Les actions court terme précisées lors de la visite ont été mises en œuvre les 27 et 28 juin 2022 : augmentation de la fréquence de rétroaspiration, la rédaction d'un mode opératoire de nettoyage de la sonde poussière (joint en annexe), la validation de la nécessité de mettre en place un préfiltre et un ballon de rétention au niveau de la sonde. Pour ce dernier point, nous sommes dans l'attente du devis, repoussé de part les congés pris par les employés de la société Sick. Par ailleurs, nous vous précisons que l'ensemble de l'électrofiltre est en maintenance annuelle (du 01 au 10 août). L'électrofiltre sera redémarré le 10 août sauf si dysfonctionnements techniques au redémarrage de l'unité Panneaux de Particules complète.  Nous avons toujours mis en œuvre les actions nécessaires à la réparation de l'appareil dans les meilleurs délais que ce soit à notre niveau ou au niveau du fournisseur. Nous avons présenté un plan d'actions correctives à court terme et moyen/long terme démontrant notre réactivité sur ces dysfonctionnements. Nous ne comprenons pas la nécessité d'une mise en demeure qui ne modifiera pas les actions d'ores et déjà engagées et pour lesquelles nous n'avons pas toujours la maîtrise : pannes, délais d'approvisionnement des pièces, délai d'intervention des techniciens (somme toute toujours faite dans la semaine qui suit). Au vu de ces éléments, nous vous demandons le retrait de la mise en demeure.  Réponse de l'exploitant du 16/09/2022 : Toutes les réparations menées jusqu'alors n'ont pas permis de maintenir l'appareil de mesure en continu en état de fonctionnement pérenne. Nous avons déjà déployé notre plan d'actions pour palier à ceux-ci et plus particulièrement le retrofit de l'installation complète. Cette solution retenue est aujourd'hui celle préconisée par le spécialiste et mainteneur de cette installation : la société SICK. Vous trouverez joint le bon de commande pour cette prestation. Le meilleur délai de mise en œuvre annoncé par notre fournisseur est de 33 semaines ce qui nous mène à mai 2023 (joint le mail du fournisseur).  Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : La commande d'achat du 15/09/2022 acte l'engagement de l'exploitant dans le remplacement des appareils de suivi en continu des rejets de la ligne panneaux de particules. Le courriel de la société SICK du 13/09/2022 précise que, compte tenu des délais de production, la commande ne pourra pas être honorée avant mai 2023. Au regard de ces éléments, il est proposé de garder ce point dans l'arrêté de mise en demeure et de retenir un délai de réalisation avant fin mai 2023. L'écart est maintenu.  Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Toutes les réparations et interventions possibles ont été menées sur cette installation. Elles ont permis de revenir à des suivis en continu depuis mi-septembre 2022. Le changement de l'appareil est maintenu pour 2023.

Analyse de l'inspection du 06/01/2023 : L'exploitant a transmis les données d'autosurveillance du dernier trimestre 2022. Il est constaté que le suivi continu des rejets est opérationnel. Il est donc proposé de ne pas retenir ce point dans l'arrêté de mise en demeure. Le constat est levé.

Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : L'exploitant a transmis les données d'autosurveillance entre janvier et avril 2023. Il est constaté que le suivi continu des rejets est opérationnel. Le système est vieillissant, le changement de ce dernier commence aujourd'hui. Les lignes vont être montées en parallèle. Il y aura un arrêt des mesures en continu pendant environ une semaine. L'exploitant n'a pas prévu de faire réaliser des mesures ponctuelles pendant cette période. **Les factures sont à envoyer.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et' de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n°1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ; - à une teneur en O <sub>2</sub> précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> NC2* du 21/06/2021 : Des dépassements sont constatés en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 05/08/2021 : La chaudière de secours THZ a été audité par un spécialiste le 20 juillet. Elle nécessite des réparations. Les pièces sont en commande. Dès réparation, nous referons les mesures en CO et NOx.  Avis de l'inspection du 06/09/2021 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 20/09/2021 : La réparation de la chaudière de secours THZ est prévue sur l'arrêt technique de l'OSB du 06 au 09 octobre. Nous avons planifié les nouvelles mesures en CO et NOx le 04 novembre.  Avis de l'inspection du 04/02/2022 : La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en CO et NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Nous vous confirmons la réalisation des travaux indiqués lors de la visite, sur octobre 2022.  Réponse de l'exploitant du 16/09/2022 : Nous déployons le plan d'actions indiqué dans nos différents échanges et dont vous trouverez le planning joint en annexe. Comme convenu, nous ferons parvenir à Mme Etienne, les factures de fin de travaux et les mesures que nous réaliserons lors de sa remise en service.  Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : L'écart est maintenu dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en NOx sur le conduit n°4.  Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Nous déployons le plan d'actions indiqué dans nos différents échanges. Comme convenu, voici la facture de changement de serpentins, le brûleur est en cours de mise en route/réglage et les travaux seront finalisés pour début 2023. Dans l'attente, elle est à l'arrêt complet.  Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : L'écart est maintenu dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en NOx sur le conduit n°4.



Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Vu rapport APAVE pour mesures du 23 au 27/01/2023 (THZ) : pas de dépassement. La facture du 14/10/2022 de mise à jour du serpentin THZ a été fournie.

Réponse de l'exploitant du 02/03/2022 :

La réparation de la chaudière de secours THZ est prévue sur l'arrêt technique de l'OSB d'octobre 2022 ; les réparations prévues sur le précédent arrêt technique ayant révélé d'autres causes. Les travaux sont conséquents et nécessitent un arrêt long.

Analyse de l'inspection du 10/06/2022 :

La chaudière de secours THZ est fonctionnelle, elle est utilisée un peu tous les jours en back-up de la chaudière GEKA (10 à 20 % du temps). Elle va continuer à être utilisée dans le cadre du projet Green energy (mais vraiment plus en secours parce que la chaudière biomasse viendra alimenter en énergie la majeure partie du temps). Une grosse remise à niveau (changement du brûleur et de l'échangeur) sera faite à l'automne 2022.

Vu rapport APAVE pour mesures du 08 au 09/12/2021 (OSB buttner, OSB Promill, presse OSB, presse PP, THZ) : THZ (pas de mesure poussières et SO<sub>2</sub>) : dépassement NO<sub>x</sub> en concentration (180 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 100 mg/Nm<sup>3</sup>) en décembre 2021.

Cette chaudière est interconnectée, elle ne peut pas être montée en température quand les autres chaudières fonctionnent. Elle est utilisée généralement entre 20 et 50 % de rendement. Donc les mesures sont représentatives des émissions. Le brûleur qui ne fonctionne plus correctement est à l'origine des ces dépassements. D'où le changement du brûleur à venir. L'audit dalkia de début d'année met en évidence ce besoin de mise à niveau. Le devis signé par l'exploitant au 02/06/2022 de l'entreprise CUENOD pour le changement du brûleur a été fourni. Le devis NESS signé par l'exploitant le 29/04/2022 pour le changement de l'échangeur a été fourni. Les prochaines mesures seront faites après les travaux qui auront lieu à l'automne.

La non-conformité est maintenue dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en CO et NO<sub>x</sub> sur le conduit n°4.

Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Nous vous confirmons la réalisation des travaux indiqués lors de la visite, sur octobre 2022.

Réponse de l'exploitant du 16/09/2022 : Nous déployons le plan d'actions indiqué dans nos différents échanges et dont vous trouverez le planning joint en annexe.

Comme convenu, nous ferons parvenir à Mme Etienne, les factures de fin de travaux et les mesures que nous réaliserons lors de sa remise en service.

Analyse de l'inspection du 20/10/2022 :

L'écart est maintenu dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en NO<sub>x</sub> sur le conduit n°4.

Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Nous déployons le plan d'actions indiqué dans nos différents échanges.

Comme convenu, voici la facture de changement de serpentin, le brûleur est en cours de mise en route/réglage et les travaux seront finalisés pour début 2023. Dans l'attente, elle est à l'arrêt complet.

Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : L'écart est maintenu dans l'attente de rejets atmosphériques conformes en NO<sub>x</sub> sur le conduit n°4.

Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Vu rapport APAVE pour mesures du 23 au 27/01/2023 (THZ) : pas de dépassement. La facture du 14/10/2022 de mise à jour du serpentin THZ a été fournie. L'écart est levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Valeur limite des concentrations dans les rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/12/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets atmos
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et' de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n°1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides ; - à une teneur en O <sub>2</sub> précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.
<b>Constats :</b> (C1) Un dépassement de VLE est constaté dans les rejets atmosphériques en dioxines sur le conduit n°1 en janvier 2023.
<b>Observations :</b> Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : Dépassements poussières sur le conduit n°3 : D'après les données d'autosurveillance du dernier trimestre 2022 sur ce conduit, les concentrations en poussières mesurées sur le conduit 3 sont inférieures à la valeur limite d'émission de 30 mg/Nm <sup>3</sup> . Au regard de ces éléments, il est donc proposé de ne pas retenir ce point dans l'arrêté de mise en demeure. Dépassements en CO et métaux (somme arsenic, tellure, sélénium) sur le conduit n°2 : L'inspection prend note des mesures à venir. L'écart est maintenu dans l'attente de rejets atmosphériques conformes sur les conduits n°1, 2, 3 et 6.  Analyse de l'inspection du 15/05/2023 :  Dépassements poussières sur le conduit n°3 : D'après les données d'autosurveillance du premier trimestre 2023 sur ce conduit, les concentrations en poussières mesurées sur le conduit 3 sont inférieures à la valeur limite d'émission de 30 mg/Nm <sup>3</sup> .  Dépassements en CO et métaux (somme arsenic, tellure, sélénium) sur le conduit n°2 : Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 16/11/2022, pas de dépassement Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 05/12/2022, pas de dépassement Vu rapport APAVE pour mesures du 23 au 27/01/2023 (OSB buttner, OSB Promill, sécheur PP, THZ, presse OSB, presse PP) : pas de dépassement CO et métaux sur le conduit 2 Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 23/02/2023, pas de dépassement Vu Rapport APAVE pour mesures OSB (buttner et promill) du 21/03/2023, pas de dépassement  Dépassements en formaldéhyde sur le conduit n°6 : Vu rapport APAVE pour mesures du 23 au 27/01/2023 (OSB buttner, OSB Promill, sécheur PP, THZ, presse OSB, presse PP) : pas de dépassement en formaldéhyde sur le conduit 6.  Dioxines : Vu rapport APAVE pour mesures du 23 au 27/01/2023 (OSB buttner, OSB Promill, sécheur PP, THZ, presse OSB, presse PP) : OSB buttner : 0,12 ng/Nm <sup>3</sup> au lieu de 0,1 ng/Nm <sup>3</sup> (OSB promill et PP : 0,097 ng/Nm <sup>3</sup> pour 0,1 ng/Nm <sup>3</sup> ) Faire une nouvelle mesure sur les rejets des sécheurs à brève échéance. C'est une demie-journée ou journée entière par émissaire sur paramètre. Habituellement, les mesures sont annuelles sur ce paramètre. Une analyse de l'exploitant est attendue sur ce point. Le seuil est le même en incinération du fait de la dangerosité de ces polluants. Pas d'historique de dépassements sur ce paramètre.

<p>Courriel de l'exploitant du 22/05/2023 : "Concernant les dioxines, de nouvelles mesures sont programmées du 26 au 28 juin 2023 afin de vérifier si la pollution est avérée ou non, sachant que les investigations menées pour en connaître les raisons ne nous ont pas permis de trouver des causes à ce léger dépassement."</p> <p>Constat : Un dépassement de VLE est constaté dans les rejets atmosphériques en dioxines sur le conduit n°1 en janvier 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. L'exploitant doit assurer une surveillance annuelle de la qualité de l'air pour les poussières (PM10 et PM2,5) et pour les composés organiques pris en compte dans l'ERS.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Les mesures sont, si possible, reconduites aux mêmes points d'échantillonnage que ceux figurant dans le diagnostic initial de l'étude d'impact.</p> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Une proposition de programme de surveillance environnementale est soumise à l'accord préalable de l'inspection avant le 15/04/2022.</p>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Observations du 10/06/2022 : Le programme de surveillance annuelle de la qualité de l'air PM10, PM2.5 et composés organiques a été fourni à l'inspection le 15 avril 2022. Il présente : <ul style="list-style-type: none"><li>- la détermination des lieux de mesures à partir de la modélisation de la dispersion atmosphérique et des retombées de poussières réalisée par l'APAVE en 2019 ;</li><li>- la détermination des paramètres à surveiller à partir de l'EQRS réalisée en 2021 par OTE qui définit les traceurs pertinents suivants : poussières, COVnm, formaldéhyde ;</li><li>- le matériel de mesure proposé à partir de la campagne de lig'air réalisée en 2020 : mesure en continu avec analyseur de type Fidas pendant 2 semaines avec enregistrement des paramètres météorologiques et mesure par capteurs à diffusion passive d'une semaine pour les paramètres formaldéhyde et COVnm ;</li><li>- la période de mesure identique à celle de la campagne lig'air de 2020 : suivi annuel avril.</li></ul> <p>Le guide de l'INERIS intitulé GUIDE Surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - DRC - 16 - 158882 - 12366A - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé de novembre 2016 a également été consulté.</p> <p>p.103, il est indiqué : "Pour des techniques de mesure de mise en oeuvre simple, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum de 14% de l'année. Cette couverture temporelle est assurée en réalisant 2 à 4 campagnes de mesure de 15 jours/un mois dans l'année." La période de mesure proposé de 15 jours ne semble donc pas suffisante, elle est à justifier au regard de l'activité du site (périodes d'émissions maximales à préciser notamment).</p> <p>L'exploitant doit justifier pourquoi le point H2 est retenu pour la surveillance annuelle. Il s'agit de déterminer le point de retombées maximum au niveau des cibles qui sont le plus exposés aux retombées de l'installation.</p> <p>Constats du 10/06/2022 : L'exploitant doit justifier la période de mesures au regard de l'activité du site (périodes d'émissions maximales à préciser notamment).</p> <p>L'exploitant doit justifier pourquoi le point H2 est retenu pour la surveillance annuelle.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Nous reviendrons vers vous au plus vite pour vous faire une nouvelle proposition sur le programme de surveillance environnemental aux vues de vos remarques.</p> <p>Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : Dans l'attente de la transmission d'une nouvelle proposition de</p>

programme de surveillance environnementale, l'écart est maintenu.

Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : A ce jour, le point H1 est un relais de chasse occupé ponctuellement en période de chasse.

Depuis plus d'un an, des travaux sont en cours dans ce relais de chasse mais nous n'avons pas d'informations quant au devenir de ces bâtiments.

Le point H2 représente donc le point le plus représentatif pour les mesures sur les populations les plus impactées, si l'on se réfère à l'étude menée et à la rose des vents.

Nous maintenons notre proposition de programme vous laissant la décision finale quant aux points de mesures que nous devons appliquer.

Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : Suite à l'avis de l'ARS concernant votre demande de report de dérogation IED, le suivi au point H2 va être entériné dans l'APC à venir. Pour autant, il semble important de savoir quel usage va être fait du relais de chasse pour savoir si la surveillance doit évoluer.

L'exploitant doit justifier la période de mesures au regard de l'activité du site (périodes d'émissions maximales à préciser notamment).

L'exploitant doit préciser les usages à venir au point H1.

Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Les travaux sont toujours en cours au point H1. Les suivis sont fait en mars-avril chaque année pour pouvoir comparer. L'activité est continue 7j/7, 24h/24 donc elle n'influe pas. Il n'y a pas de gros arrêt technique sur cette période là.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.1																													
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommations d'eau																													
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																													
<b>Prescription contrôlée :</b> - Eaux superficielles (Loire) : Prélèvement maximal annuel : 250000 m <sup>3</sup> - Eaux de forages (Eau souterraine Calcaires d'Etampes) : Prélèvement maximal annuel : 80000 m <sup>3</sup> - Eau de ville : 5 000 m <sup>3</sup>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.																													
<b>Constats :</b> (C2) L'exploitant a dépassé le volume maximal autorisé sur les prélèvements en eau en provenance de la Loire en 2021.																													
<b>Observations :</b> Tableaux des conso des dernières années par ressource : <table> <tr> <th>Année</th><th>Eau souterraine</th><th>Eau de surface</th><th>Eau de ville</th><th>Total</th></tr> <tr> <td>2019</td><td>54638</td><td>190983</td><td>3477</td><td>249098</td></tr> <tr> <td>2020</td><td>45896</td><td>176404</td><td>4310</td><td>226610</td></tr> <tr> <td>2021</td><td>48000</td><td>258502</td><td>3468</td><td>309970</td></tr> <tr> <td>2022</td><td>60729</td><td>233412</td><td>3392</td><td>297533</td></tr> </table> <p>Il est constaté une augmentation significative de la consommation totale d'eau du site sur les 2 dernières années.</p> <p>L'exploitant a dépassé le volume maximal autorisé sur les prélèvements en eau en provenance de la Loire en 2021. L'exploitant indique qu'il recherche actuellement la raison du dépassement constaté. L'exploitant a investi dans des balayeuses (il y a 1 an et demi) mais cela ne passe pas sous certaines installations donc il y a un nettoyage à l'eau. En période sèche, il y a plus d'évaporation.</p> <p>La coupeuse et les sècheurs (et les cheminées) sont très consommateurs d'eau. Il y aura beaucoup moins de consommations d'eau avec le nouveau projet green energy (récupération des eaux de condensats dans l'électrofiltre notamment). Il y a aussi des laveurs des fumées des presses, ....</p> <p>RDB : unité de tri et préparation du bois recyclé.</p> <p>Quid du détail des consommations pendant la sécheresse 2022 : il y a plus de consommation d'eau quand le bois est sec. Réduction de 6 % en lien avec les actions de l'été 2022. Actuellement, ils sont déjà au nettoyage minimum selon l'exploitant.</p>					Année	Eau souterraine	Eau de surface	Eau de ville	Total	2019	54638	190983	3477	249098	2020	45896	176404	4310	226610	2021	48000	258502	3468	309970	2022	60729	233412	3392	297533
Année	Eau souterraine	Eau de surface	Eau de ville	Total																									
2019	54638	190983	3477	249098																									
2020	45896	176404	4310	226610																									
2021	48000	258502	3468	309970																									
2022	60729	233412	3392	297533																									
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites																													
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																													

## N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,</li> <li>• d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;</li> <li>• d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;</li> <li>• de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<p><b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente les différentes actions prises pour limiter la consommation d'eau en période de crise et plus globalement les pistes envisagées pour diminuer la consommation d'eau pérenne sur les prochaines années.</p> <p>Les prélèvements représentent : 23000 m<sup>3</sup> par mois en eau de Loire et 4000 m<sup>3</sup> par mois en forage à 30 m de profondeur (plusieurs sources passent sous le site) donc environ 760 m<sup>3</sup>/j eau de Loire et 130 m<sup>3</sup>/j sur le forage.</p> <p>Spécifiquement lors de la période estivale de sécheresse 2022, les lavages ont été supprimés, sauf ceux effectués pour des raisons de sécurité incendie, ce qui a baissé la consommation (estimé à 6% de la consommation totale). L'exploitant a étudié la possibilité technique de basculer l'électrofiltre de l'unité de Panneaux de Particules sur l'eau de Forage. Cela aurait amené à une baisse une consommation de 20% maximum de la consommation totale. Ils n'ont jamais essayé de prélever plus sur le forage donc il faudrait essayer. Mais ils ne pourraient pas fonctionner qu'avec le forage.</p> <p>Idée de basculer sur l'eau de ville mais eau de ville et eau de Loire = même ressource : la Loire.</p> <p>Arrêt des pompes = arrêt de l'usine.</p> <p>Eau nécessaire pour l'arrosage des matières sèches. Si pas d'arrosage, trop de risque incendie pour fonctionner.</p> <p>Une communication par voie d'affichage a été réalisée sur panneaux QSE du site, ainsi que sur l'écran de communication installé en salle de pause du personnel. En amont, un mailing a également été adressé aux salariés sur la vigilance sécheresse.</p> <p>L'exploitant n'identifie pas de mesures ponctuelles supplémentaires permettant de réduire sa consommation d'eau en situation de crise.</p> <p>Sur le long terme ? Idée de recondenser les eaux de l'électrofiltre, mais solution très coûteuse.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre applicable dans le département du Loiret s'agissant spécifiquement de l'axe Loire. La société SWISS KRONO est concernée par ces dispositions en tant qu'entreprise autorisée à rejeter in fine dans le milieu naturel, la Loire (raccordement dans le réseau communal avec rejet sans traitement intermédiaire). Crise = arrêt des prélèvements et des rejets.</p> <p>Dans ce contexte, la réalisation d'une étude technico-économique va être prescrite à l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/08/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :
<b>Constats :</b> (C3) La qualité des eaux pluviales rejetées au point de rejet n°2 ne respecte pas les valeurs limites d'émission fixées. La qualité des eaux pluviales rejetées au point de rejet n°5 (parking poids lourds) ne respecte pas les valeurs limites d'émission fixées en MES et DCO en décembre 2022.
<b>Observations :</b> Analyse de l'inspection du 20/10/2022 :  Les résultats de l'étude présentés le 27/09/2022 sont à compléter par : - une cartographie des eaux et de leurs charges polluantes par zones de contribution (6 mois de données nécessaires). - réalisation de l'étude zinc en parallèle. Prochaine réunion le mardi 10/01 à 9h (en présentiel ou en visio). L'écart est maintenu dans l'attente de rejets des eaux pluviales conformes.  Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : La cartographie des eaux et de leurs charges polluantes a débuté depuis début novembre ; octobre n'ayant pas eu d'épisodes pluvieux. Concernant l'étude de Zinc, nous avons reçu il y a peu le devis de notre cabinet d'expertise : Impulse. En parallèle, nous avons lancé une campagne de mesures ciblées sur le site pour établir une cartographie de la provenance du Zn. Nous avons reçu les premiers résultats et attendons ceux des campagnes de décembre afin de conforter ou non les tendances qui se dégagent. Nous évoquerons ce point lors de notre réunion du 10 janvier 2023.  Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : Dans l'attente des éléments présentés le mardi 10/01 à 9h, l'écart est maintenu dans l'attente de rejets des eaux pluviales conformes.  Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Des échanges sont en cours avec l'agence de l'eau, la collectivité. IRH a été mandaté pour faire des études. Un point aura lieu en septembre et des solutions proposées en fin d'année.  Résultats bassin OSB : novembre 2022, décembre 2022, janvier 2023 : OK juin 2022 : dépassements MES (210 au lieu de 35), DBO5 (54,6 au lieu de 30), DCO (404 au lieu de 125). juillet 2022 : dépassements MES (42,5 au lieu de 35), DBO5 (86,2 au lieu de 30), DCO (205 au lieu de 125). août 2022 : dépassements MES (50 au lieu de 35), DCO (323 au lieu de 125) et azote (48,2 au lieu de 30). septembre 2022 : dépassements MES (40 au lieu de 35), DBO5 (40 au lieu de 30), DCO (253 au lieu de 125) et azote (30,8 au lieu de 30). octobre 2022 : dépassement DCO (250 au lieu de 125) février 2023 : dépassements MES (79 au lieu de 35), DBO5 (55 au lieu de 30), DCO (134 au lieu de 125). Ces résultats sont fluctuants mais il y a toujours les mêmes polluants. La qualité des eaux pluviales rejetées au point de rejet n°5 (parking poids lourds) ne respecte pas les valeurs



limites d'émission fixées en MES (105 mg/l au lieu de 35) et DCO ( 223 mg/l au lieu de 125) en décembre 2022. Ce point n'a pas pu être refait parce qu'il n'y avait plus de débimètres de disponibles. Ces valeurs élevées s'expliquent par la faiblesse du débit observé au moment des mesures.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Gestion des sols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une étude de pollution de sols sera menée avant le début des travaux afin d'évaluer ce risque et définir les mesures adéquates.</p> <p>En cas de découverte de pollution pendant les travaux un plan de gestion des sols pollués sera mis en place. Le cas échéant, les terres polluées sont évacuées dans les filières autorisées.</p>
<p><b>Constats :</b> (C4) L'exploitant n'a pas fourni d'étude préalable de pollution des sols au droit des sécheurs.</p> <p><b>Observations :</b> L'étude IDDEA du 10/12/2021 concernant une étude historique et documentaire et un diagnostic environnemental de la qualité des milieux a été fourni. Il conclut que : "Au regard des teneurs mises en évidence dans les sols du site (traces en hydrocarbures non volatils et en HAP) et des usages prévus (zones de travail en extérieur avec recouvrement des sols), aucune préconisation n'est émise hormis les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lors de futurs travaux nécessitant des excavations, il conviendra de gérer les terres potentiellement impactées hors site selon une filière adaptée ;</li> <li>- en cas de changement d'usage, les présentes conclusions seraient à réévaluer."</li> </ul> <p>Cette étude a été faite au droit de la centrale de production d'énergie.</p> <p>DALKIA a fait les travaux, les analyses du 22/11/2022 ont été fournies.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni d'étude préalable de pollution des sols au droit des sécheurs. Le montage des sécheur est en cours et a été visualisé le jour de la visite. <b>L'exploitant doit préciser si des terres ont été évacuées lors du chantier des sécheurs. Le cas échéant, il doit présenter les analyses de sols qui ont été réalisées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Suivi des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adopte avant le 15 avril 2022 et met en œuvre un plan de gestion des déchets, garantissant par ordre de priorité, la prévention des déchets, leur préparation en vue de réemploi, leur recyclage ou leur valorisation d'une autre manière. L'exploitant assure un suivi annuel de la quantité de déchets produits, par type de déchets, rapportée au volume de production lorsque cela est pertinent.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Observation du 10/06/2022 : Le plan de gestion des déchets a été fourni par l'exploitant le 15 avril 2022. Il s'agit d'un tableau qui présente pour les différents déchets produits (code déchet, nom usuel, dénomination de la rubrique du déchet) : - les moyens de prévention éventuels, - la préparation en vue du réemploi le cas échéant, - s'il y a recyclage ou valorisation, - le code de traitement ainsi que l'opération d'élimination. Il est demandé à l'exploitant de faire apparaître annuellement les quantités produites par déchets et les quantités dans les différentes filières de traitement. L'exploitant précise que la quantité de déchets produits est en augmentation en lien avec le démantèlement des machines, un meilleur tri du bois provenant des déchetteries, l'évacuation d'un mur en travers de chemin de fer. Ces déchets doivent également apparaître dans le suivi. une colonne commentaire ainsi qu'une analyse détaillée de l'évolution des quantités produites annuellement est attendue.  Constats du 10/06/2022 : Le plan de gestion des déchets (dans sa forme actuelle) ne permet pas un suivi annuel de la quantité de déchets produits, par type de déchets, rapportée au volume de production lorsque cela est pertinent.  Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : -  Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : -  Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Nous vous joignons le tableau de suivi des déchets modifiés.  Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : Le tableau de suivi des déchets modifié n'est pas joint au courrier, l'écart est maintenu.  Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Le tableau de suivi des déchets a été envoyé le 06/01/2023. Mise à jour demandée avec 2022. Il n'y aura l'évolution qu'à la fin de l'année. L'exploitant commente l'évolution de la production de déchets en disant qu'ils sont stables d'une année sur l'autre sur les gros postes. Eau glycolée : quel incident 2021 et 2019? Elimination de l'eau glycolée pour la maintenir à la bonne densité pour que cela ne gèle pas dans les tuyaux de sprinklage. Les boues de l'électrofiltre sont mises en combustion dans la chaudière. Les boues du bassin sont dans le plan de gestion des déchets. Le registre des déchets sortants 2023 a été fourni.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Plan de gestion du bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 6.1.0
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adopte (dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté) et met en oeuvre un plan de gestion du bruit. Ce plan contient a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation ;</li> <li>- un programme de réduction du bruit ;</li> <li>- un protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit ;</li> <li>- un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<p><b>Observations :</b> Une étude de bruit a été faite en septembre 2022 avec une modélisation du site pour connaître les sources. Ils ont regardé secteur par secteur ce qu'ils pouvaient faire. Ils ont mis en place des actions. Ils ont fait revenir l'acousticien pour savoir si les actions identifiées pouvaient être décrites plus précisément et pour identifier plus précisément les sources de bruit.</p> <p>Il est venu en mars 2023, le rapport exploitable est en attente.</p> <p>Les sècheurs OSB qui font beaucoup de bruit s'arrêtent en juillet 2024. Des nouvelles mesures seront faites à ce moment-là.</p> <p>Le plan de gestion du bruit a été fourni par courriel du 22/05/2023. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le protocole de surveillance du bruit aux limites de l'installation,</li> <li>- le programme de réduction du bruit : <b>les plans d'actions sont à joindre.</b></li> <li>- le protocole prévoyant des mesures appropriées et un calendrier pour réagir aux incidents liés au bruit</li> </ul> <p>→ Cf. <b>procédure « gestion des réclamations environnement », qui est à joindre.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/08/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une analyse du risque foudre {ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.5111 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.181-45 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p> <p>Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations ne sont pas admis dans l'installation.</p>
<b>Constats : (C5)</b> Les remises en état nécessaires suite aux vérifications foudre ne sont pas faites dans le délai maximum d'un mois.
<b>Observations :</b> Analyse de l'inspection du 15/05/2023 : Le rapport APAVE du 18/01/2023 concernant la vérification complète foudre du site (intervention du 06 au 18/01/2023) a été fourni. Ce dernier précise que des travaux sont en cours mais que 11 non-conformités sont encore présentes (et 2 avis suspendus). Le planning prévisionnel foudre a été fourni. Il concerne le planning de la société CLEMESSY

<p>qui intervient soit pendant les arrêts techniques (quand c'est nécessaire) toutes les 6-8 semaines entre 12 et 24 heures soit en masqué quand il peut.</p> <p>Les commandes du 22/03/2023 concernant la reprise PDA, les mises en conformité électriques foudre et l'installation d'une armoire Delmac ont été fournies. Les NC 10, 15 et 16 (avis suspendus sur les PDA) seront faites par le société Renard. Il y a beaucoup de reprises à faire en lien avec le changement d'organisme certificateur.</p> <p>Les travaux sont en cours, cela avance au rythme des disponibilités des intervenants et des arrêts techniques. L'écart est maintenu dans l'attente du rapport de vérification conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/12/2021, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Les poteaux incendie présents sur le site délivrent 60 m³/h chacun sous 1 bar et maintenus hors gel. La carte de localisation des poteaux incendie figure en annexe 2.</p> <p>Le bouclage des bâtiments et des paires à bois sont réalisés par un réseau d'hydrants, conformes à la norme française en vigueur, accessibles aux engins de lutte contre l'incendie et disposés au maximum tous les 200 mètres,</p> <p>Le réseau est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.</p>
<b>Constats :</b> (C6) Les ressources en eau et débits associés sont insuffisants par rapport aux besoins.
<p><b>Observations :</b> Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Concernant le débit d'alimentation, en cas de déclenchement de sprinklage, nos assureurs ainsi que les règles Apsad nous demandent une autonomie de sprinklage d'1 heure 30 minutes. Par ailleurs, le calcul de la réserve en eau n'est pas limité par le débit des pompes sprinkler mais par les têtes de sprinklage qui ne déclencheront que sur la zone concernée. Ces têtes sont dimensionnées pour une zone à risque HHP2 avec une densité de 17,5 l/min/m² . Si nous reprenons votre calcul (différent des installateurs de sprinklage et des assurances), la cuve est à zéro sur une marche maximum sur 2 heures des pompes donc le sprinklage aura bien fonctionné durant ces 2 heures. Pour ce qui est des calculs réalisés par les assurances, notre cuve aura encore un niveau de 340 m³.</p> <p>Réponse de l'exploitant du 05/09/2022 : Envoi du dernier rapport Q1.</p> <p>Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : D'après le dernier Q1 de mai 2022, les différentes modifications du système de sprinklage n'ont pas été transmises au CNPP, donc pas de certitude que les ressources en eau sont correctement calibrées.</p>

L'écart est maintenu.

Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Nous allons prendre contact avec le CNPP pour mise à jour de notre dossier.

Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : D'après le dernier Q1 de mai 2022, les différentes modifications du système de sprinklage n'ont pas été transmises au CNPP, donc pas de certitude que les ressources en eau sont correctement qualifiées.

L'écart est maintenu.

Analyses de l'inspection du 15/05/2023 : L'exploitant précise que le CNPP n'est pas repassé mais pour autant les travaux ont été faits dans les règles de l'art.

Le rapport phase I a été envoyé le 22/05/2023. Le rapport phase I conclut : "Les 2 source B (diesel) ne sont pas capables de subvenir aux besoins hydrauliques pour une densité de 17.5l/min/m<sup>2</sup> - 325m<sup>2</sup> + les besoins poste déluge et rideau d'eau. La réserve d'eau est capable de subvenir aux besoins avec la réalimentation de 100m<sup>3</sup>/h en complément des 1000m<sup>3</sup> utile de la réserve."

L'exploitant explique que : "les solutions proposées seront également réfléchies en tenant compte du respect de la règle APSAD R1 dernière édition en vigueur. Une enveloppe budgétaire de 2.5 M d'€ a été demandée à notre holding afin de réaliser ces travaux sur fin 2023 à 2025."

L'écart est reformulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois



## N° 13 : Définition générale des moyens

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définition générale des moyens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Etablissements Répertoriés établissant l'exploitant. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.
<b>Constats :</b> (C7) Le système de sprinklage et les RIA ne sont maintenus en bon état.
<b>Observations :</b> Analyse de l'inspection du 15/05/2023 :  - Rapport de contrôle des RIA (intervention du 15 novembre au 09 décembre 2022) : Le rapport d'intervention DESAUTEL du 21/11/2022 a été fourni. Ce dernier conclut que sur les 103 RIA, 32 ne sont fonctionnels (fuite à l'axe, fuite vanne, hors service, manipulation impossible, non-adapté, non-conforme) : "ATTENTION BEAUCOUP DE RIA SONT DÉROULÉES ET LAISSÉES A MÊME LE SOL CONSÉQUENT TUYAU PERSÉE DIFFUSEURS ÉCRASÉS PAR LES ENGIN" La commande n'est pas encore passée mais elle est dans le système de passage (2 commandes se sont placées sous le même numéro). Le bon de commande est à communiquer (25-26000€). Il faut que normalement au 30/06/2023, tout soit changé. Les travaux ne sont pas les mêmes en fonction du RIA. Ils sont repartis avec des RIA où on peut changer pièce par pièce. La commande du 22/05/2023 pour la mise en conformité des RIA a été fournie.  - Rapport révision trentenaire : Le rapport de phase II, analyses détaillées d'AMOPSI du 25/10/2022, concernant l'Analyse des Installations de protection incendie - Automatique de type Sprinkleurs des Sources B1, B2 et Postes de contrôles n°1,2,3,4,6,7,9,10,11,12,13,14,15,16 et 19 a été fourni. Ce rapport conclut : "À la suite de l'investigation phase 1 et de l'analyse de risques, certains postes de contrôle sont en totalité ou quasi-totalité non conformes suivant un dimensionnement réseau insuffisant pour garantir des densités plus élevées de l'origine. Pour rappel, selon les préconisations du groupe SWISS KRONO, les densités dans les zones mélaminées et OSB doivent être à minima 17.5l/min/m <sup>2</sup> – 260m <sup>2</sup> . Les postes concernés par ces anomalies sont : - POSTE 1 - POSTE 2 - POSTE 3 - POSTE 4 - POSTE 6 - POSTE 9 car refait en 2012 mais comportant quelques remises en conformité - POSTE 10 (sauf extension calculée à 15l/min/m <sup>2</sup> – 260m <sup>2</sup> ) o Nous avons réalisé à titre d'exemple un calcul TQC sur ce poste 10 d'origine afin de justifier nos conclusions. (Voir chapitre 8.2 et 8.3)" Le rapport phase I a été envoyé le 22/05/2023. Le rapport phase I conclut : "Les 2 source B (diesel) ne sont pas capables de subvenir aux besoins hydrauliques pour une densité de 17.5l/min/m <sup>2</sup> - 325m <sup>2</sup> + les besoins poste déluge et rideau d'eau. La réserve d'eau est capable de subvenir aux besoins avec la réalimentation de 100m <sup>3</sup> /h en complément des 1000m <sup>3</sup> utile de la réserve. Le rapport phase III n'a pas encore été commandé (cahier des charges pour consulter sur les travaux). Les organes d'approvisionnement amènent à 17,5 l/min/m <sup>2</sup> normalement. Ils vont refaire le point avec la

société de contrôle parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les constats qui ne feraient pas partie du contenu de la phase II.

Suite au rapport phase II, il y a les tuyaux de sprinklage à remplacer dans 10-12 halls soit près de 1 M€. Le sprinklage fait partie des priorités 2nd semestre de l'exploitant. Les travaux vont être faits dans le plan d'investissement de 2023-2025 (2,5 M€).

Le constat est maintenu : L'exploitant n'est pas encore en mesure de justifier que le système de sprinklage et les RIA sont maintenus en bon état.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 14 : Extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements (matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant en assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance.
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Le dernier rapport de contrôle des extincteurs du 21/11/2022 indique que 127 extincteurs ne sont pas fonctionnels. L'exploitant a réagi suite à ce rapport en mettant en place les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Sensibilisation des entreprises extérieures quand elles viennent.</li><li>- Régulièrement le message est repassé aux équipes du site.</li><li>- La nouvelle personne en charge de l'incendie fait des rondes et réagit aux sollicitations. Une nouvelle personne a été embauchée mais il y a de fortes tensions sur les techniciens maintenance avec un profil incendie. Cette personne est arrivée en janvier.</li><li>- Les travaux de mise en conformité ont été faits en même temps que la vérification. La facture du 31/12/2022 a été fournie.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Principes directeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Principes directeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats : (C8)</b> Le système de détection et d'extinction des étincelles GRECON n'est pas activé dans toutes les zones où il est installé.
<b>Observations :</b> Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : Les commandes d'achat du 28/07/2022 auprès de la société INEO industrie centre pour la tirage de 4 lignes grecon bunker ligne PP et le tirage d'un cable grecon RDB et auprès de la société GRECON SARL (achats) pour le remplacement de la centrale grecon séchoir ont été fournies. Cela acte l'engagement de l'exploitant dans le traitement du constat. L'inspection prend note qu'à chaque fois, qu'un défaut est constaté, des travaux sont faits et le défaut est corrigé. Il appartient à l'exploitant de justifier que les travaux commandés le 28/07/2022 en lien avec le constat de désactivation de différentes zones GRECON par les équipes de supervision des process suffisent pour rétablir le bon fonctionnement du dispositif GRECON dans tous les zones où il a été constaté inactif. Il est également attendu que l'exploitant précise quels sont les critères, appliqués en salle de commande, pour le déclenchement de l'extinction en manuel. En parallèle, une analyse est attendue sur le suivi du taux de dysfonctionnement, la gestion des indisponibilités. L'écart est maintenu dans l'attente d'un justificatif attestant du fonctionnement et de l'activation du système GRECON dans toutes les zones où il doit être opérationnel. Dans ce contexte, il est proposé de maintenir la proposition de mise en demeure avec un délai associé de 3 mois pour le retour à la conformité (travaux puis vérification conformité). L'écart est maintenu.
Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Les travaux sont terminés et la société Grecon est intervenu le 06 décembre afin de mettre en service les systèmes. Nous vous joignons la photo montrant la remise en service des lignes 3, 19 et 39 hors services au moment de votre visite.
Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : D'après la photo du 28/12/2022 transmise, la remise en service des lignes 3, 19 et 39 hors services au moment de la visite du 10/06/2022 est effective. Pour autant, cette photo met en évidence un défaut au niveau de la ligne 34. Pour rappel, il est attendu que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- fournisse une attestation du bon fonctionnement et de l'activation du système GRECON dans toutes les zones où il doit être opérationnel ;</li> <li>- précise quels sont les critères, appliqués en salle de commande, pour le déclenchement de l'extinction en manuel ;</li> <li>- analyse le suivi du taux de dysfonctionnement, la gestion des indisponibilités.</li> </ul> L'écart est maintenu dans l'attente d'un justificatif attestant du fonctionnement et de l'activation du système GRECON dans toutes les zones où il doit être opérationnel. Dans ce contexte, il est proposé de maintenir la proposition de mise en demeure avec un délai associé de 3 mois pour le retour à la conformité (travaux puis vérification conformité). L'écart est maintenu.

Analyses de l'inspection du 15/05/2023 : APMD du 27/01/2023 : 3 mois pour l'opérationnalité du GRECON dans les zones où il est installé.

L'exploitant a également fourni un rapport de mars/avril 2023 de FAGUS/GRECON identifiant les interventions à réaliser dans les différentes zones. Ce diagnostic a pour but d'identifier les zones où les dysfonctionnement et de proposer des actions correctives pour les faire cesser.

Les conclusions de ce rapport ont été déclinées dans le tableau de suivi des action GRECON de l'exploitant mis à jour le 09/05/2023. La date du 26/04/2023 correspond à la date de la réunion avec les électriciens et la maintenance pour définir qui s'occupe des différentes actions et dans quels délais.

A chaque arrêt technique, la société GRECON intervient pour la maintenance. Sur l'OSB c'est bon.

Sur la PP, il y a quelques problèmes qui reviennent. D'où diagnostic complet de l'ensemble du site pour que toutes les lignes soient opérationnelles en permanence.

Lors de la visite du site, la ligne OSB était à l'arrêt. La ligne PP était en fonctionnement. Il a été constaté que les lignes GRECON L026 à L028 étaient fonctionnelles en détection mais pas en extinction automatique. L'opérateur a précisé que l'extinction était faite en manuelle depuis la salle de commande à chaque détection. La ligne L029 était désactivée. Les lignes L009, L018 et L019 présentaient un problème électrique mais étaient fonctionnelles.

Malgré ces constats, les travaux réalisés, en cours et à venir montrent l'engagement de l'exploitant dans la résorption de cet écart.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 16 : Plan de défense incendie - exercices**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit élaborer et mettre en oeuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : <ul style="list-style-type: none"><li>• la recherche systématique d'améliorations des dispositions du Plan de Défense Incendie ; cela inclut notamment :</li><li>• l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> L'exploitant a expliqué qu'il attend la fin des travaux green energy pour faire une visite approfondie du site avec les pompiers (2024 ou début 2025). Pour autant, les exercices sont faits régulièrement : 23/10/2022 et 21/05/2023 : un secours grande hauteur avec descente en rappel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/12/2021, article 7.4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu du permis de travail, de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suites</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/09/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>- la durée de validité,</li> <li>- la nature des dangers,</li> <li>- le type de matériel pouvant être utilisé,</li> <li>- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, :</li> <li>- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li> </ul> Tous les travaux où interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, Une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée, Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout, travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement. En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"> <li>- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,</li> <li>- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de commentaire.
<b>Observations :</b> Observations du 10/06/2022 : Les permis feu rédigés par les équipes de maintenance à l'occasion de l'opération à l'origine de l'incendie du 21/05/2022 ont été fournis. Tous les items demandés sont présents mais le renseignement est incomplet. Les mesures de protection pour la mise en sécurité ne sont pas suffisamment détaillées (définition de la zone dangereuse, séparation de la zone dangereuse, retrait - éloignement - obturation des interstices de canalisation des substances inflammables, vidange - nettoyage). Les équipes d'intervention ont été revues pour leur expliquer qu'il fallait aller plus loin dans l'analyse de risque de la zone quand le permis de feu est rédigé. Une note a été faite pour évacuer toute substance inflammable dans un rayon de 10 m en cas de travail par point chaud. Un flash incendie de fin mai 2022 sur les risques des pétillons de soudure et l'évacuation des substances inflammables dans un rayon de 10 m lors de travail par point chaud a été fait à destination des équipes concernées, il a été fourni à l'inspection le 17/06/2022. Les caméras thermiques pour aider les rondes à détecter les feus couvant ont été commandées. La commande d'achat du 27/05/2022 des caméras thermiques a été fournie le 17/06/2022.  Constat du 10/06/2022 : Le permis feu du 21/05/2022 relatif aux travaux à l'origine de l'incendie du 21/05/2022 n'est pas complètement renseigné.

Réponse de l'exploitant du 04/08/2022 : Nous prenons note de la clôture de ce constat.

Analyse de l'inspection du 20/10/2022 : Ce constat est maintenu. Il est attendu de l'exploitant le détail des actions mises en place pour améliorer l'analyse de risque de la zone concernée par un permis feu et les actions préventives mises en place pour réduire les risques (définition de la zone dangereuse, séparation de la zone dangereuse, retrait - éloignement - obturation des interstices de canalisation des substances inflammables, vidange – nettoyage). Le support de l'information faite aux équipes est à transmettre. Il appartient à l'exploitant de surveiller dans le temps le remplissage des permis feu pour vérifier que les consignes sont bien respectées.

L'écart est maintenu.

Réponse de l'exploitant du 28/12/2022 : Lors des formations, nous utilisons le support « permis de travaux par points chauds » comme support de formation et réalisons des cas concrets.

Analyse de l'inspection du 05/01/2023 : L'écart est maintenu dans l'attente d'une prochaine visite.

Analyse de l'inspection du 15/05/2023 :  
Vu un permis feu du 04/05/2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet